



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE LA LÉGALITÉ**

**ARRÊTÉ**

Bureau de la réglementation  
et des élections

**Arrêté de mise en demeure**

**Sté CHIMIREC CENTRE EST  
9 Zac les Touppes  
39570 MONTMOROT**

**Installation située :  
Quai du Nouveau Port -  
71300 MONTCEAU-LES-MINES**

N° *DC-RENV-2021-111-A*

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE**  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**VU** le code de justice administrative ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 89-484 du 29 novembre 1989 autorisant les établissements BROSSETTE à exploiter une station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées, stockage et regroupement d'huiles usagées en vue de leur élimination, sur le territoire de la commune de MONTCEAU-LES-MINES, lieu-dit "Les Chavannes" ;

**VU** le récépissé de changement d'exploitant du 12 novembre 2009 délivré à la société CHIMIREC CENTRE EST ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 février 2012 ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 16 mars 2021 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** le projet d'arrêté transmis le 16 mars 2021 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

**VU** les observations de l'exploitant du 6 avril 2021 sur le projet d'arrêté précité ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 89-484, en date du 29 novembre 1989 susvisé dispose : « Des moyens physiques préviendront des erreurs de manipulation. Notamment : chaque cuve sera équipée d'un limiteur de remplissage » ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 23 février 2021, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte par ces dispositions :

- article 3.4 : aucune cuve n'est équipée de limiteur de remplissage.

**CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société CHIMIREC CENTRE EST de respecter les prescriptions de l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 89-484, en date du 29 novembre 1989 susvisé ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de Saône-et-Loire ;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1 – Objet**

La société CHIMIREC CENTRE EST exploitant une installation de transit de déchets dangereux (huiles usagées) sise Quai du Nouveau Port sur la commune de MONTCEAU-LES-MINES est mise en demeure de respecter :

- dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 89-484, en date du 29 novembre 1989 en équipant chaque cuve de stockage d'un limiteur de remplissage.

### **Article 2 – Sanctions**

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 - Notification et publicité**

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société CHIMIREC CENTRE EST.

### **Article 4 – Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 – Exécution**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Saône-et-Loire, M. Le Sous-Préfet d'Autun, Mme le Maire de la commune de Montceau-les-Mines, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Fait à Mâcon, le **21 AVR. 2021**

Le préfet,



**Julien CHARLES**